livreshebdo.fr

Budget 2027 : la filière du livre passe à l'offensive de manière inédite - Livres Hebdo

Par Souen Léger

7–9 minutes

Après les parlementaires, le grand public. À partir de ce mardi 27 octobre, à 8 heures, le collectif Plaidoyer pour le livre et la lecture, qui fédère près de 60 organisations (SLF, SNE, Sofia, CFC, France Livre, ABF, organisations d'auteurs, Agences régionales du livre…), déploie la campagne #SauvonsLaLecture sur les réseaux sociaux et dans la presse généraliste. *« C'est la première fois que le livre se mobilise à ce point »*, souligne à *Livres Hebdo* **François Annycke**, coprésident de la Fédération interrégionale du livre et de la lecture (Fill) et directeur de l'Agence du livre des Hauts-de-France.

Le collectif appelle ainsi à la mise en œuvre d'*« une politique publique ambitieuse en faveur du livre et de la lecture »,* qui passerait par des mesures *« volontaristes et interministérielles »,* des budgets *« à la hauteur des enjeux »,* ainsi que par la réaffirmation d'un soutien affiché de l'État à l'ensemble des acteurs et des métiers du secteur.

Une économie dérisoire pour un impact d'ampleur

Hors établissements publics, les dépenses d'intervention de l'État pour le livre et la lecture sont passées de 23,2 M€ en 2025 à 17,4 M€ en 2026, soit une baisse de 25 %. Elles financent les librairies, les maisons d'édition, les manifestations littéraires, les bibliothèques ou encore les structures régionales pour le livre. Le projet de loi de finances (PLF) 2027 prévoit d'entériner cette baisse.

S'y ajoutent, selon le collectif, un budget du CNL (lequel est par ailleurs remis en cause par certaines forces politiques) en recul de 22 % sur deux ans, et des crédits de démocratisation culturelle (contrats territoire lecture, contrats départementaux lecture) en baisse de 30 % entre 2024 et 2026.

« Peut-on vouloir faire de la lecture une Grande Cause nationale tout en réduisant les moyens de celles et ceux qui la font vivre ? », interrogent les organisations professionnelles, soulignant que les coupes budgétaires fragilisent les emplois, interrompent des projets, réduisent les acquisitions de livres et favorisent un *« accès à la lecture toujours plus inégal selon les territoires. »*

Le collectif rappelle d'ailleurs que ces 17 M€ de crédits ne pèsent que 0,21 % du budget du ministère de la Culture, porté à 8 Md€. Le livre, en particulier, en représente 3,9 % (319 M€), absorbés à 90 % (288 M€) par les établissements nationaux tels que la BnF, la BPI, le CNL, ou encore la Maison du dessin de presse. Ainsi, le secteur du livre est le secteur culturel *« le moins coûteux pour l'État alors qu'il est par ailleurs le premier en termes de chiffre d'affaires. »*

Une campagne en trois temps

Faisant valoir une *« urgence éducative, sociale et*

démocratique », le collectif Plaidoyer pour le livre et la lecture entend donc se mobiliser au travers d'une campagne aussi massive qu'inédite, déployée en trois temps. Le coup d'envoi a été lancé il y a une quinzaine de jours, lorsque trois titres issus du domaine public, *L'Odyssée*, *Les Trois Petits Cochons* et *Frankenstein*, rognés de 25 % au massicot, ont été adressés directement aux sénateurs et députés.

Une métaphore de l'amputation des crédits alloués au secteur, flanquée du slogan *« Les coupes budgétaires tronquent les imaginaires ».* Deuxième temps : chaque réseau est encouragé à illustrer la baisse du budget à sa façon. Les librairies, par exemple, sont invitées à occulter 25 % de leur vitrine ou à imaginer la réduction d'un rayon, tandis que l'ABF compte imaginer ses propres marqueurs. Chaque semaine, pendant trois semaines, un communiqué et un visuel dédiés seront également transmis.

Côté ministère, l'argument, en réponse à l'inquiétude des acteurs de la filière, se limite à la contrainte budgétaire. *« L'État n'a plus d'argent »,* résume la note aux journalistes, précisant que les acteurs sont renvoyés vers le mécénat et les plateformes de vente en ligne. Un courrier signé de l'ensemble des organisations, y compris par **Antoine Gallimard**, n'a pas suffi, car la ministre *« refuse de nous voir »*, déplore François Annycke.

Ce qu'on sait, sans le dire, d'une société sans livre

Au-delà du PLF, l'ambition de la campagne, via son troisième temps, est aussi d'interpeller les candidats à la présidentielle et donc de peser sur les campagnes électorales à venir. Le

message se veut volontairement simple, sans jargon budgétaire. Il s'agit de rappeler ce *« qu'on sait, mais qu'on ne dit jamais »* sur une société sans livre, pour mobiliser la conscience publique bien au-delà de la filière.

« La lecture n'est pas qu'une dépense accessoire : c'est un bien commun, un levier d'émancipation et un enjeu majeur d'éducation, de santé publique et de démocratie », résume ainsi le collectif. *« À six mois des présidentielles, nous entendons très peu les candidats s'exprimer sur la culture. C'est vraiment dommageable »*, regrette **Alexandra Charroin-Spangenberg**, présidente du SLF, pour qui le choix de la culture et l'investissement financier dans le secteur *« témoignent d'un certain projet de société et peuvent être une réponse à la crise que nous traversons actuellement. »*

Accompagné par une agence dédiée aux campagnes de communication *« d'utilité publique »,* le dispositif déployé par le collectif Plaidoyer pour le livre et la lecture ne dispose, à ce stade, d'aucun indicateur de suivi. *« On invente un peu en marchant »*, reconnaît François Annycke, qui espère qu'au fil des jours, les professionnels, des bibliothèques aux libraires, seront de plus en plus nombreux à se mobiliser, et à s'emparer des outils du dispositif. Dans un seul et même but : faire entendre leur voix.

Un premier signal politique favorable ?

Avant même le coup d'envoi de l'initiative du collectif Plaidoyer pour le livre et la lecture, des amendements ont récemment été déposés par plusieurs forces politiques dans le cadre de l'examen du Projet de loi de finances (PLF) pour 2027. Le 9 octobre, deux amendements, portés par **Laure Miller** (Ensemble pour la République, Marne) et **Dorine Bregman**

(Socialistes et apparentés, Paris) et élaborés avec le Centre national du livre (CNL), proposent d'instaurer une taxe sur les ventes de livres neufs et d'occasion réalisées par les grandes places de marché en ligne.

Celui porté par Dorine Bregman propose une contribution de 3,75 % sur le montant hors taxes des ventes réalisées par ces plateformes. De son côté, Laure Miller a défendu une taxe de 2,25 %. Les bénéfices tirés de ces contributions sont estimés entre 20 millions et 30 millions d'euros.

Dans un registre différent, la députée insoumise **Sarah Legrain** a proposé l'introduction d'une contribution annuelle de 1 % sur le chiffre d'affaires, supérieur à 50 millions d'euros, *« des grands opérateurs de l'édition et de la vente de livres en ligne ».* L'objectif ? *« Financer un soutien aux libraires indépendants et aux petits éditeurs. »* Le rendement de cette taxe est estimé à *« plusieurs dizaines de millions d'euros. »*